



RAPPORT D'ANALYSE MENSUELLE DES DONNEES DU MONITORING DE PROTECTION
octobre 2018
Tillabéri, Niger

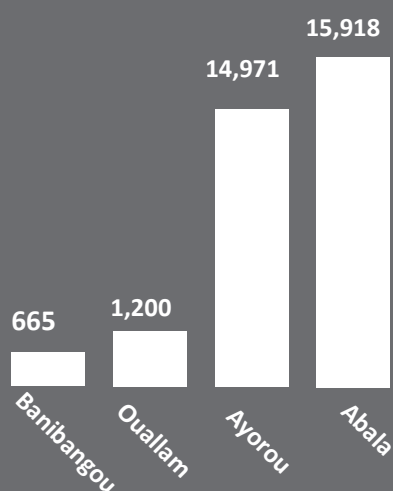


Campement abandonné suite à l'attaque des groupes armés non étatiques à Timbiga (Inates)

TOTAL DES PDI DANS LA REGION DE TILLABERI

 **32,754**

TOTAL DES PDI PAR DEPARTEMENT



SYNTHESE DES PDI DANS LA REGION DE TILLABERI

<https://goo.gl/omfzkm>

TOTAL DES INCIDENTS DE PROTECTION RAPPORTES DE JANVIER A OCTOBRE 2018

 **348**

I. APERCU DE L'ENVIRONNEMENT SECURITAIRE ET DE PROTECTION DANS LA REGION DE TILLABERI

La situation sécuritaire est relativement calme dans les différents départements de la région de Tillabéry couverts par les opérations militaires. Cette accalmie se traduit par une réduction du nombre d'incursions et d'attaques sur les populations précisément dans la commune d'Inatès et d'Abala par rapport aux mois précédents.

Par contre, des éléments des groupes armés non étatique sont toujours actifs dans la bande frontalière avec le Mali et le Burkina Faso et commettent régulièrement des exactions sur la population civile.

1- La bande frontalière avec le Mali

Il a été rapporté une recrudescence des attaques des campements, d'assassinats, d'enlèvements et de pillages des biens, en liens avec le conflit interethnique et aussi la menace permanente et ciblée à l'égard des personnes qui refusent d'adhérer à la cause des terroristes particulièrement dans le cercle d'Ansongo dans les campements frontaliers avec la commune d'Inates et d'Abala : (Amalaolaou, Wiloit singar, Karan et Tindigmatan).

Suite à l'intensification des multiples opérations militaires dans la zone, des éléments des groupes armés non étatiques circulant à moto ont été observés de part et d'autres des localités frontalières avec le Mali.

Dans les départements de Ouallam (Mangaizé) et de Banibangou (Sinegodar), des cas d'incursion et de menace sur les populations habitant les localités frontalières à moins de 25km de la frontière du Mali, sont rapportés à Mindaou et à Sinegodar.

Dans les localités de la région de Ménaka au nord du Mali, frontière avec le Niger, des attaques de campements par les groupes armés non étatiques se sont poursuivies avec plusieurs personnes tuées et des déplacements de population vers d'autres zones du Mali et du Niger.

En effet, selon les points focaux, plusieurs éleveurs nigériens prennent le risque de se rendre en pâturage au Nord Mali comme d'habitude en période agricole. Et, compte tenu du conflit interethnique entre Peulhs et Touaregs en cours au nord Mali, certains se sont vus dépouillés de leurs bétails et de leurs biens. Un chef de tribu a été tué et d'autres menacés de mort par les éléments des groupes armés pour forcer ces derniers à adhérer à leurs cause.

Dans le même sillage d'insécurité, dans la commune d'Inatès et d'Anzourou, en plus des cas d'enlèvements et de vols de bétails, les éleveurs des villages et campements (Edan, Theim, Tounkouss, Katanga, Kolbolé, Gaigorou et Walla Gounto) ont été victimes de saisie de leur bétail par les groupes armés non étatiques qui ont emporté plusieurs têtes d'animaux et auraient exigé à la communauté de payer la zakat ou une rançon avant de récupérer leur bétail.

D'après des sources communautaires, certains villages ont été contraints à verser entre 400.000 et 700.000 Fcfa en fonction de la taille du bétail faute de quoi 5 à 7 vaches sont retirées dans chaque troupeau. L'opération de rançonnement s'est poursuivie dans plusieurs autres villages de la commune d'Anzourou. Notons que les villages et campements du nord de la commune d'Anzourou, frontalière avec le Mali, et la commune d'Inatès et d'Ayorou restent très insécurisés et peu couverts

par les forces de défense et de sécurité/FDS. Il a été signalé des prêches avec des interdictions d'activités culturelles tels que les chants, les danses et la musique occidentale ainsi que l'obligation du port de voile aux femmes par les groupes armés non étatiques lors de leur passage.

Toujours dans la bande frontalière avec le Mali, dans les communes de Mangaizé et au nord d'Abala, les groupes armés non étatiques continuent d'attaquer les véhicules transportant des commerçants de retour des marchés (6 véhicules attaqués à Tigezefan et Ikerfan dans la commune d'Abala) ainsi que les passagers qui sont dépouillés de leurs biens.

Des assassinats et enlèvements ciblés des chefs de villages et de tribus soupçonnés d'informer les FDS ont été rapportés dans la commune d'Anzourou et d'Inates. Cela permet aux groupes armés non étatiques de maintenir la peur et la psychose dans la communauté (3 chefs de village tués à Ayorou et Timbiga).

Les risques de conflits communautaires (Peulhs et Touaregs) sont élevés sur la bande frontalière avec le Mali, où les assassinats ciblés et les vols de bétail se poursuivent, la psychose et la méfiance règnent dans différentes communautés surtout dans la commune d'Inatès, d'Ayorou et d'Abala

Pour faire face aux limitations d'accès humanitaire, les autorités militaires nigériennes ont mené une opération de sécurisation de la zone, sur la période du 1er au 13 octobre, sur demande des partenaires humanitaires sur l'axe Ayorou-Inatès où se trouve la majorité des personnes déplacées internes (PDI) identifiées.

2- Bande frontalière avec le Burkina-Faso

Dans la même période, il a été observé une reprise des exactions des groupes armés non étatiques le long de la frontière du Burkina et du Niger. En effet, dans les départements de Torodi et Bankilaré, des cas d'enlèvements, d'assassinats, d'incendies d'écoles et de postes forestiers ont été perpétrés par des éléments des groupes armés non étatiques dans les villages de Boulsi, Dogona, Bossey Bangou situées dans le département de Torodi, dans le village de Mandaw situé dans le département de Gotheye et à Intabarat dans le département de Bankilaré.

La raison des destructions de 5 établissements scolaires (école primaire et collège) semble être le fait qu'elles représentent le symbole de l'occident pour les groupes armés non étatiques car les auteurs de ces actes prêchent l'enseignement de l'arabe dans les medersas et menacent les enseignants en charge du français d'une part.

D'autre part, dans certaines localités, les classes servent souvent de lieu de campements aux militaires lors de leurs missions terrains. Cette pratique expose davantage les écoles aux attaques des groupes armés non étatiques et constitue une violation du droit humanitaire selon des responsables de l'éducation lors de la réunion du groupe de travail éducation qui ont fustigé cette pratique. Il semblerait que cette pratique d'occupation des écoles soit courante et pourrait occasionner la déscolarisation ou l'abandon scolaire par les enfants ainsi que le départ des enseignants si la situation persiste.

De source sécuritaire, 26 écoles ont été fermées dans les communes de Sebeta et Toubacoro par les groupes armés non étatiques qui prêchent l'interdiction de l'éducation occidentale. Ils considèrent comme traîtres ceux qui ne se conforment pas et sont passibles d'exécution.

Dans la localité de Bolsi, les points focaux nous ont signalé des prêches d'un radicalisme islamique par les éléments des groupes armés non étatiques lors de leur passage, incitant la communauté à rallier leur cause et d'être hostile à tout ce qui vient de l'occident y compris l'éducation scolaire.

Dans la même lancée, ce prêche s'est poursuivi dans la localité de Bossé Bangou, au nord-ouest de Torodi après avoir incendié le collège et l'école primaire de ladite localité. Ils tentent aussi d'enrôler des nouvelles recrues volontaires parmi les jeunes.

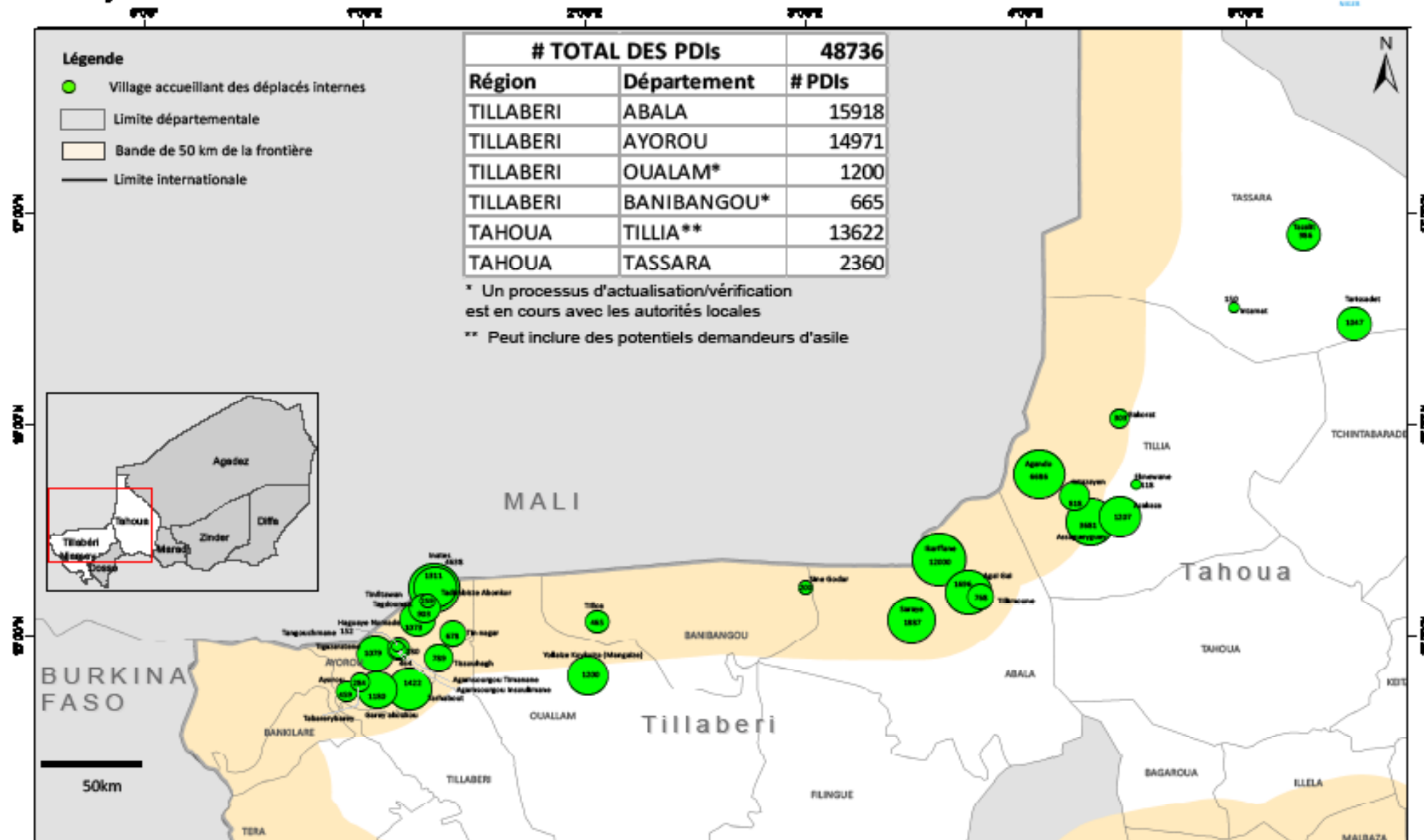
Suite à l'incendie des écoles et aux menaces sur les populations, une psychose a gagné les villages et les enseignants venus pour la rentrée scolaire ont tous abandonné leurs postes.

Les populations des dits villages vivent dans la peur, elles évitent de s'éloigner pour les travaux champêtres et le pâturage car plusieurs mouvements d'hommes armés à moto sont observés et rapportés.

Les opérations militaires des forces conjointes du G5 sahel et de l'opération Sarki2 sont en cours dans cette bande avec un nouveau déploiement des militaires à Makalondi, proche de la frontière avec le Burkina Faso, mais l'effectif reste limité pour couvrir les zones concernées par l'insécurité. Selon des sources sécuritaires il s'agit d'une opération de "nettoyage" de l'armée nigérienne sur la frontière avec le Burkina.

NIGER: LOCALISATION DES PERSONNES DEPLACEES INTERNES DANS LES REGIONS DE TILLABERI ET TAHOUA

Mise à jour du 31 octobre 2018 excluant les mouvements secondaires et tertiaires



Les noms et les barres utilisés sur cette carte n'impliquent aucune acceptation ou reconnaissance officielle de Cluster Protection.

Date de création: 12/ 11/ 2018 Source: Monitoring de protection Antenn Cluster Protection Feedback: Bacharou Sallissou, bacharou@unhcr.org Nom du fichier: NER_TILLABERI_TAHOUA_PDIs_31_OCT_2018

Pour plus d'information visitez: <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/niger/protection>

II. MONITORING COMMUNAUTAIRE

1- Mouvement de population

a- Nouveaux mouvements des PDIs

Suite aux affrontements entre un groupes armés non étatiques et les éléments du MSA appuyés par la force Barkhane dans la zone frontalière avec la commune d'Abala. Un déplacement de 70 ménages en provenance des villages d'Agadiman et D'Inbouregane a été rapporté vers le site d'Ikerfan pour certain et pour d'autres, vers les localités d'Agando et d'Assagueyguey dans le département de Tilla (Tahoua).

De plus, des nouveaux arrivants ont été enregistrés dans la commune d'Inates suite à une attaque dans les localités de Tidinbawène et de Kalachi.

b- Situation des PDIs de janvier à octobre 2018

Inatès : le corridor humanitaire ouvert pour 10 jours à partir du 1er octobre 2018 a permis aux acteurs humanitaires de déployer des assistances dans les zones concernées.

Néanmoins, environs 6000 personnes déplacées dans des localités difficiles d'accès restent toujours sans assistance.

Abala : Les sites abritant les PDIs restent Ikerfan, Saraye, Tilimune.

Les actions de réponses via le RRM sont en cours mais restent limitées par rapport à l'étendus des besoins urgents sur ces 3 sites car certains arrivants recensés depuis le mois d'août par les autorités ne sont pas toujours pris en compte dans le ciblage.

c- Mouvement d'aller et de retour vers le Mali (transhumance)

Plusieurs éleveurs nigériens prennent le risque de se rendre, comme d'habitude en cette période agricole, en pâturage au Nord Mali.

Suite aux conflits interethniques en cours au nord Mali, aux affrontements entre groupes armés, aux représailles et aux vols de bétail, la transhumance est devenue très difficile et les éleveurs n'arrivent plus à se déplacer suivant les couloirs habituels. Ceux parti au Mali seraient revenus suite à l'assassinat de plusieurs d'entre eux et aux menaces des éléments des groupes armées non étatiques.

d- Mouvements secondaires des PDIs

Environ 6 102 personnes ont effectué des mouvements secondaires vers des villages tels que : Ingarilaten, Tinfitaewene, Abankor et Tidibawene (Janvier - octobre).

Ces personnes ont quitté leurs villages d'origine suite à des attaques ou menaces des groupes armées non étatiques pour s'installer sur les sites aux alentours d'Inatès.

Ces mouvements s'expliquent non seulement par un besoin de rapprochement communautaire mais également par celui de disposer d'espaces plus vastes pour le pâturage du bétail.

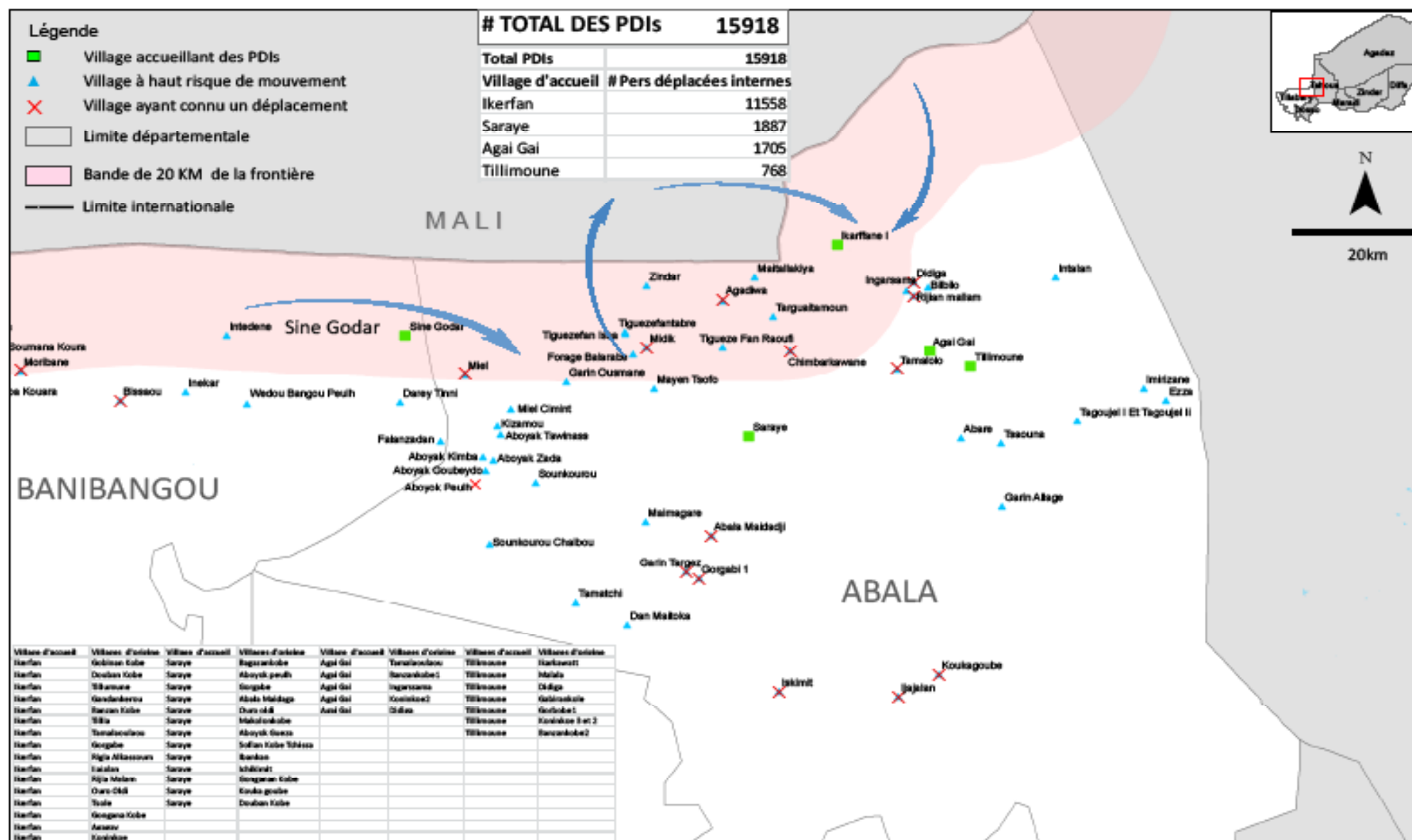
e- Départs vers les localités d'origine

Depuis le mois de septembre 2018, 186 ménages (66 ménages à Tagadounat, 70 à Intacholène et à 50 Ingrelatène) ont décidé de retourner vers leurs villages d'origine.

Les principales raisons de ce retour sont, pour certains, la nécessité de retrouver leurs habitations habituelles et pour d'autres ces raisons sont diverses et multiformes, il s'agit de:

- La difficulté de faire la transhumance et de s'accommoder sur leurs sites d'installation initiaux ;
- L'insuffisance de l'assistance en vivres et la perte d'une grande partie de leur cheptel ;
- Les conflits intercommunautaires en cours au nord Mali et dans la bande frontalière ;
- Les affrontements entre groupes armés ;
- La peur des représailles ;
- Les actes de vols de bétail.

Mise à jour du 31 août 2018



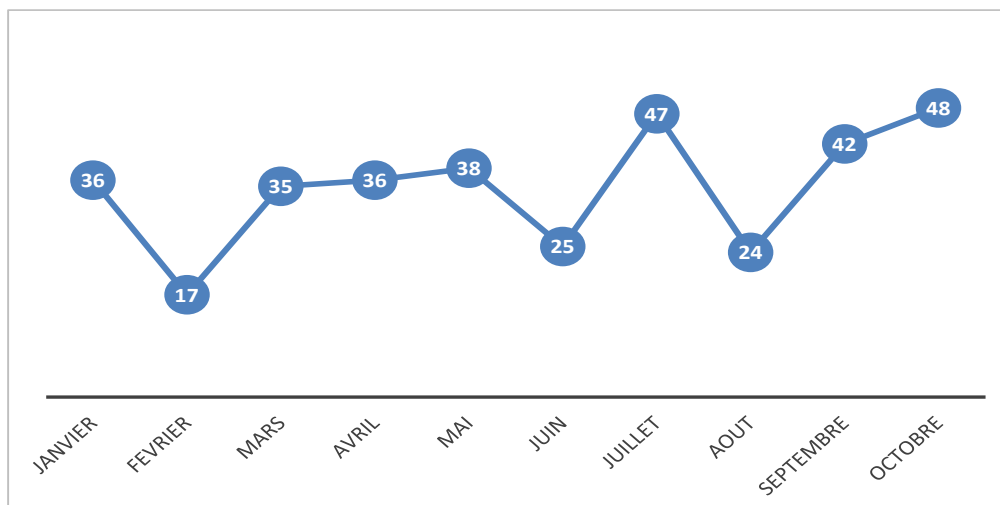
Les noms et les adresses cités sur cette page s'inscrivent comme marques ou renseignements officiels de Citicorp Properties.

Date de création: 31/05/2018 Source: Monitoring de protection, Autorités administratives et locales Auteur: Cluster Protection Feedback: Valérie Svobostova, svobostova@unicef.org Nom de l'éditeur: NER ABALA LOCALISATION IDP AOÛT 2018



2- Incidences de protection

Graphique 1 : Tendance des incidents de protection de janvier à octobre 2018



Analyse : au cours du mois d'octobre 2018 on observe une récurrence des incidents par rapport au mois de septembre. Ceci s'expliquerait par la persistance des incidents dans les communes frontalières avec le Burkina Faso (Bankilare, Makolondi, Torodi), et dans la commune d'Anzourou.

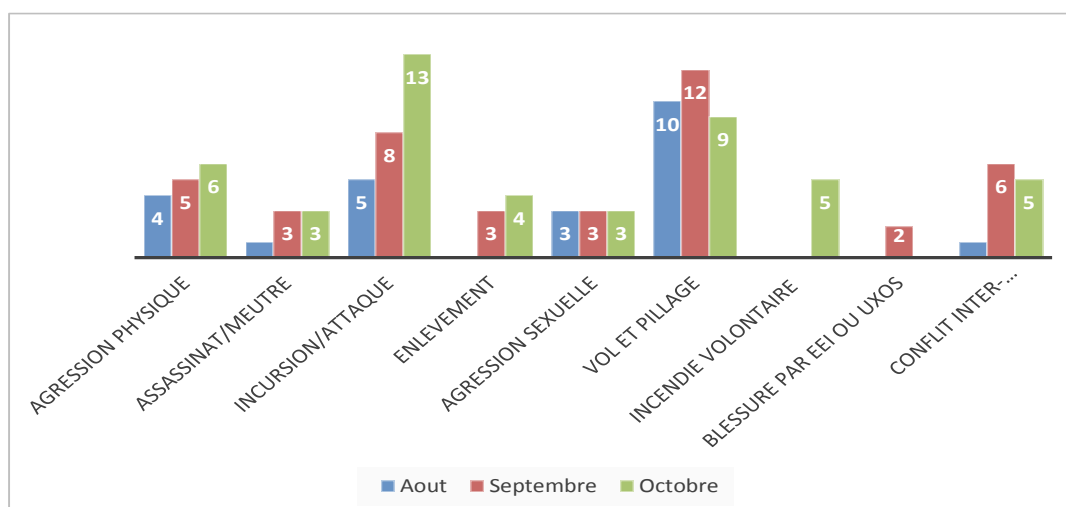
Au total 48 incidents de protection ont été rapportés au cours du mois d'octobre, répartis comme suit :

- Quatre (4) cas d'enlèvement dans les localités de Margamarga (commune d'Anzourou, Torodi et Inatès) ;
- Une attaque de véhicule du marché d'Ikerfan le jour du marché avec les biens et l'argent dépouillés ;
- Six (6) cas d'agression physique dans les communes Bankilaré et Inatès ;
- Trois (3) cas d'assassinat dans les communes de Torodi, Ayorou, Inatès ;
- Douze (12) cas d'incursion et d'attaque dans les localités de Bankilaré, Inatès, Abala, Torodi et Anzourou ;
- Trois (3) cas d'agression sexuelle à Ikerfan ;
- Neuf (9) cas de vol et pillage dans les localités d'Ayérou, Anzourou, Bankilaré, Ouallam, Inatès et Abala ;
- Cinq (5) cas d'incendie d'établissements scolaires et de poste forestier dans la commune de Torodi et Bankilaré
- Cinq (5) cas de conflit et tension intercommunautaire dans les localités d'Inatès, et d'Abala.

Cette tendance risque de persister voir de s'accroître en raison de la fin de la saison des pluies qui pourrait favoriser l'accès à certaines zones par les groupes armés non étatiques et qui pourrait augmenter les exactions envers la communauté. L'identification des auteurs reste toujours problématique car ce sont tous des individus armés selon les populations (bandits armés, groupes armés non étatiques).

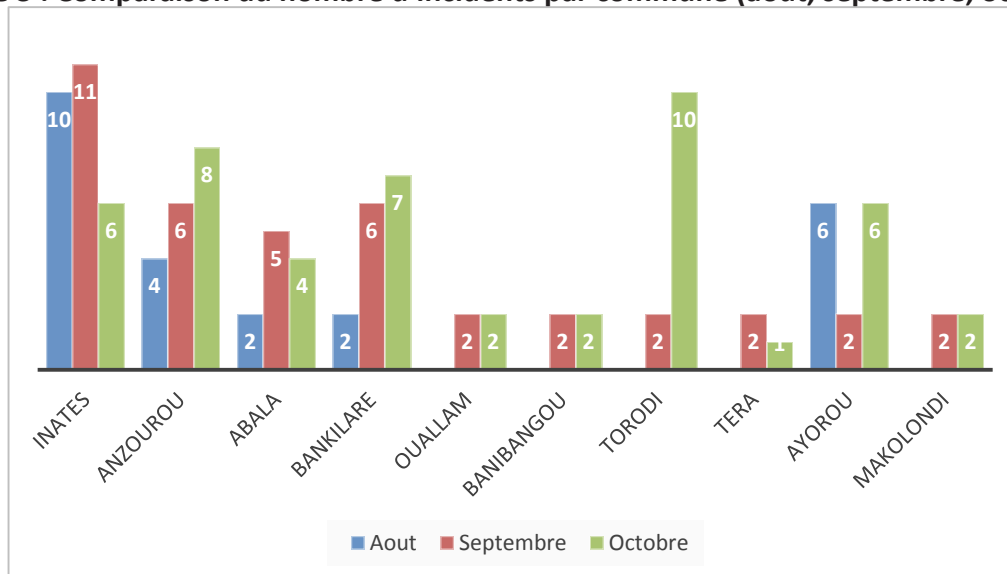
En ce qui concerne les incidents de protection les auteurs seraient: les éléments des groupes armés non étatiques et les bandits armés (70%), les membres de la communauté (16%), les hommes en tenue (10%) et les personnes inconnues (4%).

Graphique 2 : Comparaison des typologies d'incidents (août, septembre, octobre)



Analyse : Ce graphique montre une augmentation générale des incidents par rapport au mois de septembre. L' on peut remarquer deux cas de blessures par des engins explosifs improvisés à la frontière avec le mali avec un bilan de 5 nigériens blessés lors de cette explosion.

Graphique 3 : Comparaison du nombre d'incidents par commune (août, septembre, octobre)



Analyse : ce graphique montre une persistance des incidents dans la bande frontalière avec le Burkina-Faso dans les communes de Bankilaré, Torodi, Téra, Makolondi, ainsi qu'une remontée des incidents dans les communes d'Anzourou, d'Abala, et d'inatès.

III. ZOOM SUR LES VILLAGES ACCUEILLANT LES PDI DANS LA COMMUNE D'ABALA

1- Sécurité et incidents de protection

La situation sécuritaire reste toujours préoccupante au nord de la commune d'Abala Des affrontements entre groupes armés non étatiques et les éléments du MSA appuyés par la force Barkhane ont eu lieu dans la localité d'Agadiman, située à 30 Km d'Ikerfan/Abala. Cela a occasionné de nombreux morts, des blessés et des déplacements au sein de la population civile à Ikerfan et dans la région de Tahoua.

De plus, les points focaux signalent un vaste réseau de trafic de carburant vers le Mali. En effet, au cours du mois d'octobre, plusieurs véhicules transportant du carburant auraient transité par le village de Miel-Ciminti, en passant par Tarbiyett et Tamtchi escortés par plusieurs éléments armés non étatiques à bord des véhicules Maliens.

Les patrouilles des FDS restent insuffisantes, et la communauté vit dans la crainte et la peur des éventuelles attaques ou représailles suite aux conflits intercommunautaires.

Parmi les incidents de protection rapportées dans la région de Tillabéry au cours du mois d'octobre, 13 incidents de protection ont été rapportés par les points focaux de la commune d'Abala et répartis comme suit :

- 3 cas d'allégations de viol sur des jeunes femmes du site d'Ikefan ;
- 1 attaque à Miel Ciminti avec un bilan de 4 personnes blessées ;
- 3 cas de conflit/ tension intercommunautaire entre les peulhs et touareg daoussag ;
- 1 attaque de véhicule de marché d'Ikerfan le jour du marché avec les biens et l'argent dépouillés ;
- 5 incursions d'éléments de groupes armés non étatiques dans les villages de Miel Ciminti, Tamatchi, Agadiman et nord de Digdiga.

2- Accès aux services sociaux de base et assistance humanitaire

La situation de personnes déplacées internes des sites de Sarayé, Ikerfan, Tilimoune et Agague reste très préoccupante. La commune d' Abala compte 15 918 PDI suite au recensement fait conjointement par les autorités et les acteurs humanitaires. L'assistance en vivres et NFIs a été fournie suite au 1er ciblage et couvre 1/3 du nombre actuel des PDI dans cette commune sachant que les déplacements internes se poursuivent suite aux affrontements armes dans la bande frontalière et aux conflits intercommunautaires.

Un nouveau déplacement de 70 ménages vers le site d'Ikerfan a été rapporté au cours de ce mois et d'autres ménages seraient partis vers la commune de Tillia (région de Tahoua).

a- WASH

L'accès à l'eau potable reste toujours un défi depuis le début de leur arrivée sur les différents sites. Certains PDI, s'approvisionnent en eau au niveau du forage (qui reste payant à Ikerfan), et les puits servent de sources d'eau pour d'autres qui passent la nuit sur ces points d'eau pour s'approvisionner par des moyens rudimentaires.

Des latrines ont été installées sur les sites de Sarayé et d'autres sont en cours d'installation sur d'autres sites, mais très peu utilisées d'où la nécessité de renforcer les sensibilisations sur l'utilisation des latrines.

b- Santé

L'accès aux soins de santé reste prioritaires pour les PDI, les personnes à besoins spécifiques sont laissées à elles-mêmes. Particulièrement les femmes enceintes, les enfants, les personnes malades chroniques. Les cliniques mobiles n'ont toujours pas démarré sur les sites compte tenu de la distance avec les postes de santé. Toutefois, on note le développement des prestations des soins privés payant sur le site d'Ikerfan.

Egalement, plusieurs cas de malnutrition sont rapportés chez les enfants de moins de 5 ans couplés au paludisme et maladies respiratoires en période de froid et vent.

c- NFIs/Abris

Des abris avec des sekos et nattes ont été installés pour les premières PDI ciblées. Toutefois, il a été observé une détérioration rapide (moins de 2 mois) de certaines bâches suite à leur qualité.

d- Education

La situation scolaire des enfants reste préoccupante. En effet, aucune disposition n'a été prise pour combler les besoins (capacités d'accueil, enseignants, matériels) des écoles exprimés à travers des multiples recommandations des précédents rapports de monitoring et des évaluations multisectorielles (MSA).

Au 31 octobre, 152 élèves sont inscrits à Ikerfan et 179 élèves à Sarayé. Chacune de ces écoles n'a qu'un seul enseignant. Très peu d'enfant déplacés sont inscrits à l'école et les enseignants signalent une réduction du nombre d'enfant inscrits pour cette rentrée par rapport à l'année précédente.

On note également la fermeture complète de 5 écoles pour la rentrée de cette année, notamment l'école de Rigian malan, d'Aboyak peul, de N'garsama, Miel ciminti, de Garin bouzayé et de Miel Ceiminti. Les raisons pourraient être l'insécurité et l'utilisation des enfants pour d'autres activités.

3- Protection de l'enfance

Les enfants représentent plus d'un tiers, du total des populations déplacées dans la région de Tillabéry. Dans la commune d'Abala on note l'absence d'acteurs de protection de l'enfance dans les villages accueillant les PDI. Depuis le début de leur arrivée et jusqu'à ce jour, aucune réponse spécifique aux besoins des enfants n'a été apportée dans ces zones malgré les recommandations des différentes évaluations rapides de protection (ERP) réalisées. Les évaluations rapides, et les échanges avec les points focaux ressortent les principaux problèmes de protection de l'enfant dont:

- Risque de déscolarisation des enfants : En effet, pour des raisons d'insécurité les enseignants ne veulent pas aller dans la zone du conflit et en plus on dénombre 5 écoles fermées à cause des conflits dans la commune d'Abala;
- Risque de traumatisme psychologique lié à la crise, (la perte des membres de leur famille, mouvements des hommes armés, et déplacement de leur village d'origine);
- Le non accès aux soins de santé adéquat, les maladies et la malnutrition;
- L'exploitation des enfants par les membres de la communauté hôte pour des travaux pastoraux pour les garçons et domestique, la recherche des bois, la corvée d'eau pour les filles ;
- La présence des enfants à risque d'exploitation : les orphelins, les enfants ne vivant pas avec leurs parents biologiques;
- Le risque d'enrôlement dans les groupes armés non étatiques est encore présent. On ne note également aucune présence des acteurs de protection de l'enfant dans les villages accueillant les PDI.

4- Violences basées sur le genre (VBG)

Dans le village d'accueil d'Ikerfan qui compte plus de 11,558 PDI, on constate une incidence des cas de VBG. Les évaluations rapides menées sur ce site ont donnés des signaux d'alarme sur les risques de VBG depuis l'arrivée des PDI. Du fait de l'absence d'acteurs de prise en charge holistique des VBG, aucune action n'est prise sur ce site pour sensibiliser les PDI.

Les risques de violences basées sur le genre identifiés par les points focaux VBG sont entre autres, les viols, les agressions sexuelles et les mariages précoces.

Face au nombre élevé des cas d'allégations d'agressions sexuelles, il est urgent de mener des projets de VBG dans les villages d'accueil de PDI dans cette commune.

5- Cohésion sociale

Les tensions intercommunautaires se sont accentuées dans la commune d'Abala au cours du mois d'octobre suite aux récents conflits entre les Touaregs et Peulhs dans la région de Ménaka au Mali. Le 06 octobre, un violent affrontement a eu lieu entre ces groupes ethniques dans le village d'Agadiman, à 35 km au nord d'Ikerfan avec un bilan de trois morts parmi les peulh et un enfant porté disparu.

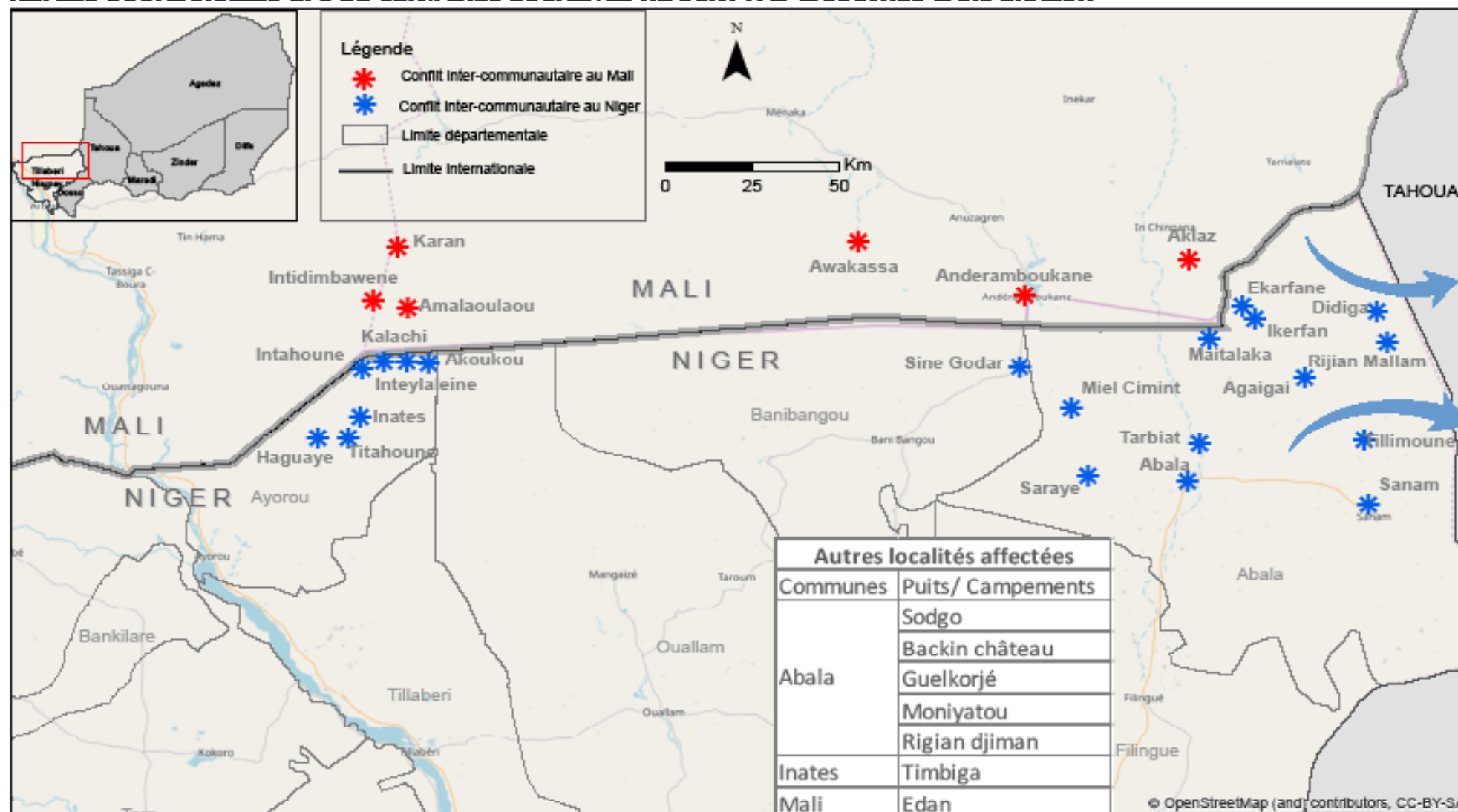
Par la suite, les Touaregs Daoussag ont donné un ultimatum aux peulhs qui fréquentent les puits de Sodgo, Backin château, Guelkorjé, Maitilikia, Moniyatou, Rigian Ikko, Agadiman, Rigian Djiman sur la bande frontalière coté nigérien au nord et nord-ouest d'Ikerfan, de cesser d'abreuver leurs animaux sur les dits puits.

Suite à ces multiples tensions intercommunautaires couplées à des attaques des campements et vols de bétails, les populations sont contraintes de se déplacer plus au sud vers Ikerfan.

NIGER: LOCALITES AFFECTEES PAR LE CONFLIT INTER-COMMUNAUTAIRE DANS LA REGION DE TILLABERI

Incidents enregistrés entre avril et octobre 2018

NB: LES COORDONNEES GPS DE CERTAINES LOCALITES NE SONT PAS GARANTIES SANS ERREUR



Les noms et les lettres utilisés sur cette carte n'impliquent aucune responsabilité ou reconnaissance de Cluster Protection.

Date de création: 12/11/2018. Sources: Monitoring de protection d'urgence: Cluster Protection. Feedback: Bacharou Salidou, bacharou@cluster.org. Mise à jour: NIGER_TILLABERI_CONFLIT_COMMUNAUTAIRE_7_NOVEMBRE_2018

IV. DEFIS ET RECOMMANDATIONS

1- Défis opérationnels

Ces défis tiennent :

- à l'insécurité et à l'accès limité dans certaines localités dans la bande nord de Tillabéri ;
- à la couverture des zones insécurisées par les patrouilles des FDS.

2- Recommandations

Recommandations	Responsables
<p>Poursuivre le plaidoyer auprès des autorités locales et les acteurs militaires pour renforcer la sécurité des populations civiles et de leurs biens ;</p> <p>Faciliter l'accès aux humanitaires dans les zones d'insécurité ;</p> <p>Plaider et sensibiliser les FDS sur les risques d'utilisation des infrastructures publiques (écoles, points d'eau...) ;</p> <p>Poursuivre le plaidoyer pour la sécurisation des civiles sur les axes ;</p> <p>Renforcer les opérations militaires sur la frontière Niger –Burkina ainsi que les localités affectées au cours des derniers mois.</p>	CIMCOORD
<p>Faire une évaluation des écoles fermées dans la région de Tillabéry ;</p> <p>Renforcer les capacités d'accueil des écoles pouvant accueillir les enfants PDI ;</p> <p>Plaidoyer envers le PAM pour l'appui aux cantines scolaire ;</p> <p>Renforcer les sensibilisations sur la scolarisation des enfants ;</p> <p>Distribuer les kits scolaires aux enfants inscrits dans le besoins ;</p> <p>Renforcer et appuyer le système de tutorat pour les élèves des collèges ruraux ;</p> <p>Renforcer la capacité pédagogique du corps enseignant ;</p> <p>Poursuivre la sensibilisation et le suivi des cas d'abandon scolaire et la scolarisation des filles.</p>	Cluster Education
<p>Poursuivre la sensibilisation sur l'importance de la documentation civile ;</p> <p>Poursuivre la sensibilisation sur l'accès inconditionnelle de l'aide humanitaire ;</p> <p>Sensibilisation des communautés sur le risque d'enrôlement des enfants par des groupes armés non étatiques.</p>	Cluster Protection
<p>Renforcer les sensibilisations sur la prévention des maladies hydriques, le paludisme et l'utilisation des moustiquaires imprégnées ;</p> <p>Faire un plaidoyer pour rendre le centre de santé de Tidirgalène fonctionnel ;</p> <p>Renforcer le CSI d'Inates en équipements ;</p> <p>Renforcer le dépistage de la malnutrition (Abala et Inates).</p>	Cluster Santé
<p>Faire un plaidoyer pour empêcher l'occupation des écoles par les groupes armés.</p>	Groupe de travail éducation/protection

Recommandations	Responsables
<p>Identifier un partenaire WASH pour renforcer les infrastructures hydrauliques existantes à Saraye et Ikerfan ;</p> <p>Sensibiliser les communautés sur les risques de consommation d'eau des mares et la nécessité de traiter l'eau de boisson ;</p> <p>Disponibilité des produits de traitements des eaux de boisson pour les personnes déplacées forcées vivant sur les sites les plus à risques de maladie hydriques ;</p> <p>Renforcer les points d'eau existant dans les localités d'accueil de DPIs.</p>	Cluster SECAL
<p>Poursuivre et renforcer les actions sur la coexistence pacifique entre les différents groupes ethniques avec l'implication du gouvernement, des leaders communautaires et de la communauté ;</p> <p>Mettre en place un cadre d'échanges et de résolution des conflits.</p>	Acteurs de protection/ gouvernement
<p>Renforcer l'identification et la prise en charge des enfants malnutris parmi les personnes déplacées et la population hôte à Inates et à Abala ;</p> <p>Vacciner et traiter le bétail malade parmi les troupeaux sur les zones de Tangouchmane, Garey Akoukou, Tigazaraten et Inates ;</p> <p>Evaluer les besoins pour une possible assistance aux personnes déplacées internes de la zone non couverte par le corridor ;</p> <p>Cibler et assister les PDI de la ville d'Ayorou et ceux d'Ikerfan et Saraye non assistés.</p>	Cluster SECAL
<p>Refaire le ciblage en fonction de la liste du recensement et assister les PDI (Saraye, Ikerfan, Tilimune).</p>	Cluster NFIS/ABRIS/RRM
<p>Poursuivre les sensibilisations des communautés sur les VBG ;</p> <p>Mettre en place des projets qui visent une prise en charge holistique des VBG.</p>	Sous –cluster GBV
<p>Poursuivre les activités d'appui psychosocial en cours à Inates ;</p> <p>Sensibiliser les enfants et parents sur l'importance de l'éducation scolaire ainsi que sur les risques d'enrôlement par les groupes armés non étatiques ;</p> <p>Elaborer des projets de protection de l'enfance pour les communes affectées par la crise.</p>	Sous-cluster protection de l'enfance